

## ARCELORMITTAL ANNABA

# Une entreprise dans l'œil du cyclone

**Le dépôt d'une déclaration officielle de cessation de paiement projetée par les responsables d'ArcelorMittal Annaba auprès du tribunal d'El Hadjar pour hier dimanche ne s'est pas effectué comme décidé, nous fait savoir un magistrat de ce tribunal contacté à la mi-journée.**

Toutefois, la même source affirme qu'une délégation constituée de quatre personnes et conduite par le directeur général d'ArcelorMittal Annaba s'est effectivement déplacée audit tribunal dans la matinée du même jour pour s'enquérir de la démarche à suivre afin de procéder éventuellement au dépôt de la déclaration en question.

Cette situation qui constitue un prélude au dépôt de bilan est imposée à la société, selon Smaïl Kouadria, secrétaire général du syndicat d'entreprise. Elle est devenue obligatoire devant le refus de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) de libérer le crédit de 200 millions de dollars, précise la même source.

Pour libérer ce crédit, la banque exige suffisamment de garanties, dont l'hypothèque du terrain sur lequel est édifié le complexe d'El Hadjar. Or, ce terrain est propriété du groupe étatique Sider, partenaire minoritaire dans la société ArcelorMittal Annaba. Très en colère et craignant pour le devenir des 7 000 travailleurs de la filiale algérienne du groupe du Luxembourg, Kouadria lance : «L'Etat doit trancher. Il doit débloquent le financement pour permettre au complexe d'entamer la rénovation et/ou le changement des installations obsolètes ou d'aller carrément vers une nationalisation du complexe sidérurgique d'El Hadjar.» Abdelmadjid Bouraï, président du comité de participa-

tion (CP) de l'entreprise, présent lors de notre entrevue en fin de semaine avec Kouadria, a dit à propos du haut fourneau n°2 : «Nous l'utilisons depuis plus de 12 ans alors que la norme de vie de ce type de haut fourneau est de 10 ans. Il y a risque d'explosion avec des conséquences très graves pour la vie des travailleurs, pour le matériel et pour l'environnement. Si cela se produit, il mettra l'usine à l'arrêt pour une durée de trente mois au minimum, outre l'arrêt des mines de l'Ouenza et Boukhadra qui l'approvisionnent.»

Kouadria a dit à ce propos que «des rafistolages» sont exécutés sur le haut fourneau n°2 chaque fois que surgit un problème. Cela se fait au détriment de la production.

Celle-ci, de l'aveu même du partenaire social, n'a pas dépassé le seuil des 580 000 tonnes pour tout l'exercice 2011. «C'est très peu», a-t-il précisé. Les exigences de la banque sont qualifiées par le DG d'ArcelorMittal Annaba, Vincent le Gouic, de «demande inattendue et qui vient en dernière minute alors que l'entreprise fait face à une obligation contractuelle de remboursement d'un crédit arrivé à terme le 3 janvier 2012».

Un silence entoure, depuis mai 2011, le plan d'investissement de 500 millions d'euros destiné au complexe ArcelorMittal d'El Hadjar, et qui a reçu à l'époque un accord de principe du gouvernement après plusieurs rencontres



Dépôt de bilan pour ArcelorMittal si la BEA ne libère pas le crédit de 200 millions de dollars.

laborieuses. «Lors du dépôt du plan d'investissement en mars 2011, nous avons reçu un écho favorable. Il y avait des signaux positifs des autorités. Nous nous sommes préparés pour la mise en route du plan dans l'immédiat, mais l'exécution est un peu plus longue que prévu», a fait savoir le Gouic qui nous a reçus en fin de semaine au siège de la DG, en présence de son directeur de la communication, Mohamed Guedha. Il estime cependant que, «dans l'immédiat, on ne peut par-

ler de fermeture. On est sûr de trouver une solution satisfaisante dans les meilleurs délais. Les autorités de la wilaya nous ont toujours appuyés».

Assurément, ces autorités, wali en tête, sont conscientes du rôle socioéconomique de l'usine dans la région. Leur soutien ne peut qu'être bénéfique pour l'emploi dans une wilaya qui a perdu durant la décennie 1990 des milliers de postes de travail du fait de la fermeture de dizaine d'entreprises, dictée par le Fonds moné-

taire international (FMI). Quelle que soit l'issue aux graves problèmes qu'il connaît actuellement, une chose est sûre : le complexe d'El Hadjar ne sera pas abandonné par l'Etat. C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre Ahmed Ouyahia à la presse, à l'issue de la tenue du conseil national du Rassemblement national démocratique (RND). Il le fait pour rassurer les sidérurgistes d'El Hadjar mais aussi pour répondre aux «menaces», selon ses propres termes, brandies par le partenaire étranger relatif à la fermeture de l'usine.

Ouyahia confirme aussi les propos tenus par le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi, à la Chaîne II de la Radio algérienne dans lesquels il a indiqué en substance que «le gouvernement a le devoir de soutenir toutes les activités économiques. Mais nous sommes un partenaire minoritaire dans une activité économique (celle d'ArcelorMittal, ndlr)», avant d'estimer que la BEA est «une société commerciale qui agit sur la base de dossiers. Celui d'ArcelorMittal doit offrir un minimum de garanties nécessaires, ce qu'elle peut faire» et, dans ce cas, le ministre croit que «la BEA fera le nécessaire aussi et on évitera le dépôt de bilan».

A. Bouacha

## REPRISE AUJOURD'HUI DES NÉGOCIATIONS ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE D'AIR ALGÉRIE ET LE SPLA

# Boultif préconise la restructuration de la compagnie

**Après une première rencontre, qui a eu lieu jeudi dernier, une autre entrevue entre la direction générale du Syndicat des pilotes de ligne algériens (SPLA) et celle d'Air Algérie se tiendra aujourd'hui au siège de cette dernière. A l'ordre du jour : examiner les points contenus dans la plateforme de revendications, notamment celui relatif au statut du pilote.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon des sources syndicales, la réunion durera trois jours, lors de laquelle les deux parties définiront en la circonstance une feuille de route à même, d'«étudier toutes les propositions émises par les uns et les autres».

Les syndicalistes du SPLA, ajoute-t-on, plaideront notamment la question du statut particulier du pilote, voire du personnel technique de la compagnie. Cette rencontre avec le premier responsable de la compagnie interviendra au lendemain de sa sortie médiatique sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III.

A ce propos, M. Mohamed-Salah Boultif a indiqué que sa compagnie jouit d'une situation financière «équilibrée», car, a-t-il argumenté, «les produits hors exploitation compensent quelque peu les pertes, et les subventions de l'Etat couvrent le manque à gagner sur le réseau intérieur, estimé à 4 millions de dinars». «La situation financière de la compagnie aérienne nationale Air Algérie est équilibrée et il n'y a actuelle-

ment pas de déficit», a-t-il indiqué.

Des propos qui laissent entendre que la direction générale de la compagnie rejette l'idée de recourir à un pan social pour dégraisser ses gros effectifs estimés actuellement à 10 000 travailleurs. C'est du moins la conclusion à laquelle est arrivé un bureau d'expertise étranger. Celui-ci a en effet conseillé à la direction de la compagnie de faire des coupes dans ses effectifs pléthoriques si elle veut relancer son plan d'investissement et, surtout, être concurrentielle.

L'invité de la rédaction a fait savoir qu'il «est prévu un plan de restructuration comprenant le renouvellement d'une partie de la flotte, comme les Boeing 767 qui ont atteint 21 ans d'âge, l'acquisition d'avions cargos et le renforcement du nombre d'appareils moyens porteurs». En d'autres termes, le patron de la compagnie a officiellement confirmé la mise en application de la décision jusque-là gelée sous le règne de Ouahid Bouabdellah, à savoir la filialisa-

tion de la compagnie. Dans la foulée de ses réponses aux questions de la journaliste, le patron d'Air Algérie a reconnu que sa compagnie a perdu des parts de marché, dont les conséquences étaient perceptibles sur son chiffre d'affaires, lequel est passé de 58 milliards de dinars en 2009 à 55 milliards en 2010.

Une baisse due à la rude concurrence que subit le pavillon national, notamment sur les destinations vers la France, l'Italie et la Turquie. Il est à noter que vers l'Hexagone, Air Algérie est concurrencée par au moins cinq compagnies, dont la dernière arrivée sur le sol algérien est Air Méditerranée.

La même source a ajouté que, «pour les vols charters, il existe un accord de 50/50 avec la compagnie saoudienne lors de la saison du hadj et de la omra», tout en rejetant l'accord «open sky», arguant que la concurrence serait trop rude.

Au sujet des tarifs appliqués notamment vers les destinations européennes, le P-dg de la compagnie dit que «la concurrence a imposé une bataille des prix, mais la compagnie axe ses efforts en la matière sur la révision des prix vers les destinations de l'extrême sud du pays avec pour but d'accompagner le développement du tourisme».

A. B.

## DETTES FISCALES DES ENTREPRISES

# Les modalités de traitement explicitées prochainement

Le dispositif de traitement des dettes fiscales des entreprises, décidé en réunion tripartite, sera explicité prochainement.

Une circulaire portant sur les modalités de traitement des dettes cumulées au 31 décembre 2012 sera finalisée et publiée dans quelques jours, selon le directeur des opérations fiscales à la Direction générale des Impôts (DGI).

Hier, à l'hôtel Hilton à Alger, lors d'une journée d'information consacrée aux dispositions de la loi de finances 2012 et leur impact sur l'entreprise, Issaad M'hend a indiqué que les entreprises pourront ainsi solliciter ce dispositif qui confère des privilèges puisqu'il assure un traitement au cas par cas et implique un moratoire d'une année durant laquelle les entreprises éligibles «ne payeront rien».

Comme elles bénéficieront, par la suite, soit dès le 1er février 2013, d'un échéancier de règlement pouvant aller jusqu'à 36 mois. Voire, la possibilité est offerte, à terme, d'«abandonner» les pénalités exigibles sur les assiettes, sans préalable, pour les entreprises qui n'auront à payer que les droits en principal.

Une invite à ce que les entreprises concernées adhèrent à ce dispositif, à charge cependant qu'elles respectent leurs engagements. Sinon, l'administration pourra agir de manière coercitive, voire opérer la confiscation des biens, au-delà des autres dispositions déjà en vigueur et entérinées par la loi de finances 2012.

D'autres textes d'application sont également attendus, notamment celui relatif au rescrit fiscal et en cours d'examen au niveau des services gouvernementaux.

Le rescrit fiscal permet notamment aux entreprises de demander à l'administration d'explicitier le mode de traitement de leur situation et leur apporte une garantie juridique. Cette mesure s'inscrit en fait dans le cadre de l'allègement poursuivi de la pression fiscale, la simplification des procédures fiscales, ainsi que des contentieux.

Dans ce contexte, le directeur du contentieux à la DGI, Ghanemi Arezki, a indiqué que l'administration fiscale reçoit une moyenne annuelle de 100 000 dossiers de contentieux dont 78% sont traités.

Chérif Bennaceur